

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2019

Performance de la Banque HSBC Canada pour le premier trimestre de 2019

Au 31 mars 2019 et pour le trimestre clos à cette date

Total du résultat d'exploitation l'actionnaire (M\$)	Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat (M\$)	Bénéfice attribuable à ordinaire (M\$)
545 M\$ ▲ 0,7 % (541 M\$ en 2018)	229 M\$ ▼ 8,8 % (251 M\$ en 2018)	158 M\$ ▼ 8,7 % (173 M\$ en 2018)
Total de l'actif (G\$)	Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire¹(%)	Ratio des capitaux propres de catégorie¹ (%)
108,2 G\$ ▲ 4,6 % (103,4 G\$ au 31 décembre 2018)	13,3 % ▼ 220 pb (15,5 % en 2018)	11,3 % ► 0 pb (11,3 % au 31 décembre 2018)

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2019 et de la période correspondante de l'exercice précédent

La Banque HSBC Canada a affiché une hausse de 4 M\$, ou 0,7 % de son résultat d'exploitation. Nos secteurs d'activité mondiaux ont affiché une forte croissance du résultat d'exploitation de 35 M\$, ou 7,4 %, découlant principalement de l'augmentation des produits d'intérêts nets par suite de la hausse des taux d'intérêt et de l'essor des soldes des prêts. Cette croissance a été annulée en partie par le repli du résultat d'exploitation de 17 M\$ en raison des activités de restructuration organisationnelle² et du recul des profits réalisés à la cession de placements financiers de 14 M\$.

Dans le cas du secteur des services aux entreprises, la progression des prêts et avances à de nouveaux clients et à ceux existants ainsi que l'élargissement des volumes des acceptations bancaires ont généré une amélioration du résultat d'exploitation de 18 M\$, ou 8 %, pour le trimestre. En outre, les produits générés dans les corridors commerciaux ont affiché une hausse dans les deux chiffres malgré les incertitudes régnant sur les marchés. Cette hausse a été réalisée grâce à l'attention soutenue accordée à nos nouveaux clients, à la consolidation des liens avec nos clients existants et au fait que nous avons tiré parti de notre réseau mondial et de nos gammes de produits.

Pour ce qui est du secteur des services bancaires internationaux et marchés, le total du résultat d'exploitation a progressé de 8 M\$, ou 11 %, pour le trimestre. Le renforcement des produits d'intérêts nets imputable à des taux d'intérêt plus élevés ainsi que l'intensification des activités de financement du commerce international ont contribué à cette progression. En outre, les activités de vente et de négociation de toutes les catégories d'actifs de l'unité marchés ont donné de bons résultats.

Le total du résultat d'exploitation du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a augmenté de 9 M\$, ou 5,1 %, grâce à l'élargissement des marges et à la forte croissance du total du solde de la relation globale avec les clients³, croissance imputable à notre image de marque, à l'innovation et aux investissements stratégiques que nous avons effectués afin de simplifier les services bancaires que nous offrons à nos clients et de les rendre encore plus rapides et plus efficaces.

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une reprise de 12 M\$, comparativement à 28 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise pour le trimestre à l'étude reflète surtout une reprise sur provisions par suite de l'amélioration des perspectives pour certains clients du secteur des services énergétiques. Quant à celle constatée un an plus tôt, elle a résulté de reprises liées à des prêts non productifs (stade 3), et ce, surtout à l'égard de comptes du secteur pétrolier et gazier.

Nous continuons d'investir dans les ressources humaines et la technologie afin d'assurer l'essor de nos secteurs d'activité et de faire en sorte qu'il soit encore plus facile pour nos clients de traiter avec nous. Par conséquent, les charges d'exploitation du trimestre ont augmenté de 10 M\$, ou 3,1 %, ce qui a été atténué par une baisse des charges en raison d'activités de restructuration organisationnelle².

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a fléchi de 22 M\$, ou 8,8 % pour le trimestre. Le renforcement du résultat d'exploitation de nos secteurs d'activité mondiaux a été plus qu'annulé par des reprises sur pertes de crédit attendues moins élevées que celles prévues, par les sommes investies dans notre croissance et par le recul des profits à la cession de placements financiers.

En bref

En guise de commentaire sur les résultats, Sandra Stuart, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« C'est en force que nous avons entamé 2019, les revenus inscrits par nos trois secteurs d'activité ayant affiché de fortes hausses puisque nous avons consolidé nos liens avec nos clients existants et en avons accueilli de nouveaux. Les produits et services que nous offrons par voie de notre réseau international, tels le financement des comptes clients du secteur des services aux entreprises et les activités à l'international du secteur des services bancaires internationaux et marchés, ont fortement augmenté. Pour ce qui est du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine, nous avons poursuivi sur notre lancée grâce à une forte croissance des ventes et l'ajout de nouveaux clients. Cependant, notre bénéfice avant impôt du premier trimestre a fléchi en regard de celui du trimestre correspondant de 2018, période où les reprises sur

provisions pour pertes sur prêts et les profits à la cession de placements financiers avaient été exceptionnellement élevés. Comme nous investissons toujours dans les nouveaux produits et services que nos clients nous demandent, nos charges ont augmenté comme prévu. Nous surveillons de près les facteurs susceptibles de nuire à l'économie et gérons nos coûts avec rigueur, assurant ainsi un juste équilibre entre les sommes que nous investissons et les revenus que nous réalisons. »

1 Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net sont utilisés tout au long du présent document. Ces mesures sont décrites à la rubrique « Utilisation de mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion.

2 Une restructuration organisationnelle a eu lieu le 1^{er} janvier 2019, tel qu'il est précisé sous la rubrique « Mise en place du groupe ServCo » du rapport de gestion ainsi qu'à la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre clos le 31 mars 2019.

3 Le total du solde de la relation globale avec les clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de la division Opérations, services et technologie de la HSBC et de 11 fonctions mondiales.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Au 31 mars 2019 et pour le trimestre clos à cette date

Total du résultat d'exploitation

244 M\$
(226 M\$ en 2018)

▲ 8,0 %

80 M\$
(72 M\$ en 2018)

▲ 11,1 %

184 M\$
(175 M\$ en 2018)

▲ 5,1 %

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

157 M\$
(157 M\$ en 2018)

► 0 %

39 M\$
(37 M\$ en 2018)

▲ 5,4 %

7 M\$
(3 M\$ en 2018)

▲ 133,3 %

Actifs des clients²

27,9 G\$
(27,2 G\$ au 31 décembre 2018)

▲ 0,2 %

5,7 G\$
(5,7 G\$ au 31 décembre 2018)

► 0 %

28,1 G\$
(28,1 G\$ au 31 décembre 2018)

► 0 %

1 Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 14 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation – 37 M\$ (68 M\$ en 2018), bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat – 26 M\$ (54 M\$ en 2018) et actifs des clients – néant (néant en 2018).

2 Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Principaux prix et distinctions

Meilleure banque de financement du commerce international au Canada et meilleure banque pour la qualité du service

Magazine Euromoney (2018-2019)

Un des meilleurs employeurs en Colombie-Britannique (2019)

Palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada

Un des meilleurs employeurs au Canada pour ce qui est de la diversité (2019)

Concours de Mediacorp Canada Inc.

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion.....	4
États financiers consolidés	34
Notes annexes	39
Renseignements à l'intention des actionnaires.....	49

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre clos le 31 mars 2019, en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes du trimestre clos le 31 mars 2019 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du Rapport et états financiers annuels 2018. Ce rapport de gestion est daté du 1^{er} mai 2019, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2019.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2018 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du Rapport et états financiers annuels 2018 de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	4
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	4
À propos de la HSBC	5
Mise en place du groupe ServCo	5
Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS	5
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	11
Secteurs d'activité mondiaux	12
Sommaire de la performance trimestrielle	15
Survol et perspectives économiques	16
Faits nouveaux en matière de réglementation	17
Questions comptables	18
Arrangements hors bilan	18
Instruments financiers	18
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	18
Transactions avec des parties liées	19
Risques	19
Capital	31
Actions en circulation et dividendes	33

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2018, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de liquidité et de financement ainsi que de marché, les risques opérationnels (dont ceux liés à la conformité à la réglementation, à la criminalité financière et à la sécurité ainsi que le risque fiduciaire), le risque réputationnel et les risques liés à la caisse de retraite et à la pérennité. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les modifications de

nos notations de crédit, les risques relevant de nos activités et des infrastructures, ainsi que d'autres risques comme les risques matériels liés aux changements climatiques, aux changements de normes comptables, de taux d'imposition et de lois et règlements fiscaux et à notre capacité à recruter, à perfectionner et à retenir du personnel clé. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du Rapport et états financiers annuels 2018 renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste de facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au pays. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au Canada à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, et ceux de la Chine.

Le Groupe HSBC est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde, ses actifs totalisant 2 659 G\$ US au 31 mars 2019. Il sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 66 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Tout au long de notre existence, nous avons toujours cherché à être là où se trouve la croissance, accompagnant nos clients pour qu'ils saisissent les occasions, contribuant à l'essor des entreprises et à la prospérité économique et aidant les gens à concrétiser leurs aspirations et à réaliser leurs rêves et leurs ambitions.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York, de Paris et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

Mise en place du groupe ServCo

Le Groupe HSBC a récemment apporté des changements à sa structure organisationnelle afin de réduire ou d'abolir certaines interdépendances critiques. Plus particulièrement, pour éliminer les dépendances sur le plan opérationnel (soit lorsqu'une filiale bancaire fournit des services essentiels à une autre), le Groupe est en voie de transférer certains services partagés de grande importance, tels ceux liés à la technologie de l'information, des filiales bancaires à un groupe de sociétés de services dûment constitué (le « groupe ServCo »), qui est une filiale de HSBC Holdings plc.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, 608 employés et les charges générales et administratives liées à ces services partagés au Canada avaient été mutés ou transférées de la Banque HSBC Canada au groupe ServCo. Ces mutations n'ont entraîné aucun changement dans les conditions d'emploi ou dans les prestations de retraite du personnel visé. À compter du 1^{er} janvier 2019, la banque constate une charge au titre des services que lui fournit le groupe ServCo.

La mutation d'employés et le transfert de systèmes et d'autres actifs de soutien n'ont pas eu d'incidence nette majeure sur la performance ou les activités de la banque. Dans le passé, les produits et charges associés à ces services partagés étaient pris en compte dans le centre général et, dans une moindre mesure, dans le secteur des services aux entreprises. Cette mutation et ce transfert ont donné lieu à une baisse du résultat d'exploitation nette et du total des charges d'exploitation du centre général et du secteur des services aux entreprises.

La note 15 renferme plus de renseignements à ce sujet.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux IFRS; il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **levier d'exploitation/effet ciseau** s'entend de l'écart entre le taux de variation des produits et celui des charges d'exploitation.

Rapport de gestion

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

¹ Les soldes moyens sont calculés à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.

² La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.

Faits saillants financiers

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2019	31 mars 2018
Performance financière de la période			
Total du résultat d'exploitation		545	541
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		229	251
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		158	173
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		12	28
Charges d'exploitation		(328)	(318)
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,32	0,35
Mesures financières %			
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	13,3	15,5
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	2,3	2,2
Ratio d'efficience		60,2	58,8
Levier d'exploitation/effet ciseau		(2,4)	4,7
Marge d'intérêts nette		1,46	1,50
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	s. o.	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	—	s. o.
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		32,6	29,1
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,11	0,16

	Note	Au	
		31 mars 2019	31 déc. 2018
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		108 164	103 406
Prêts et avances à des clients		55 781	57 123
Comptes des clients		59 043	59 812
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)		94,5	95,5
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		4 873	4 733
Mesures financières non conformes aux IFRS qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	11,3	11,3
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		13,3	13,4
Ratio du capital total (%)		15,9	16,0
Ratio de levier (%)		4,5	4,6
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		40 916	40 142
Ratio de liquidité à court terme (%)		138	132

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	323	306
Produits de commissions nets	156	155
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	48	36
Autres éléments de produits	18	44
Total du résultat d'exploitation	545	541
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit (charge)/reprise	12	28
Résultat d'exploitation net	557	569
Total des charges d'exploitation	(328)	(318)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	229	251
Charge d'impôt sur le résultat	(62)	(68)
Bénéfice de la période	167	183

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2019 et de la période correspondante de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 17 M\$, ou 5,6 %, pour le trimestre. Nous avons bénéficié de la hausse des taux d'intérêt en regard de ce qu'ils étaient au premier trimestre de 2018. En outre, l'accroissement du volume des prêts et avances associés à de nouveaux clients ou à des clients existants du

secteur des services aux entreprises a contribué à la hausse, tout comme l'a fait la progression des volumes des prêts et des dépôts du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Trimestre clos le					
	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
Notes	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	852	2	0,78	886	1	0,37
Prêts et avances à des clients	55 309	511	3,75	50 042	422	3,42
Prises en pension à des fins autres que de transaction	6 524	36	2,21	6 175	24	1,61
Placements financiers	24 662	128	2,11	23 480	91	1,57
Autres actifs productifs d'intérêts	639	3	2,21	338	2	2,18
Total des actifs productifs d'intérêts (A)	87 986	680	3,14	80 921	540	2,71
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	4 787	25	2,08	5 211	24	1,86
Actifs non productifs d'intérêts	11 968	—	—	11 548	—	—
Total	104 741	705	2,73	97 680	564	2,34

¹ Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2019			31 mars 2018 ⁴		
		Solde moyen M\$	Produits d'intérêts M\$	Coût %	Solde moyen M\$	Produits d'intérêts M\$	Coût %
Dépôts effectués par des banques	2	865	—	0,23	810	—	0,15
Comptes des clients	3	53 135	199	1,52	50 739	132	1,05
Mises en pension à des fins autres que de transaction		7 952	41	2,09	6 075	23	1,57
Titres de créance émis et créances subordonnées		14 768	102	2,79	11 663	69	2,39
Autres passifs portant intérêt		2 128	15	2,93	1 863	10	2,09
Total des passifs portant intérêt (B)		78 848	357	1,84	71 150	234	1,33
Passifs détenus à des fins de transaction	1	2 210	11	1,96	2 902	15	2,10
Comptes courants ne portant pas intérêt		5 993	—	—	6 223	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt		17 690	—	—	17 405	—	—
Total		104 741	368	1,42	97 680	249	1,03
Produits d'intérêts nets (A-B)			323			306	

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

2 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

3 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

4 Certains montants de la période correspondante ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019 M\$	31 mars 2018 M\$
Services à l'égard des comptes	15	16
Produits de courtage	2	1
Cartes	15	13
Facilités de crédit	71	67
Fonds sous gestion	45	47
Importations/exportations	3	2
Commissions d'agence d'assurance	1	2
Autres	12	13
Services de paiement	8	8
Prise ferme	7	7
Produits de commissions	179	176
Moins les charges de commissions	(23)	(21)
Produits de commissions nets	156	155

Les produits de commissions nets du trimestre ont augmenté de 1 M\$, ou 0,6 %. Les commissions tirées des facilités de crédit se sont accrues en raison de l'élargissement des volumes des acceptations bancaires, ce qui a été atténué par le repli des

produits provenant des fonds sous gestion et du courtage en ligne ainsi que par la hausse des charges de commissions qu'a générée l'augmentation des commissions de conseils en placement.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019 M\$	31 mars 2018 M\$
Activités de négociation	28	27
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	4	1
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	14	9
Inefficacité des couvertures	2	(1)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	48	36

Rapport de gestion

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction du trimestre ont augmenté de 12 M\$, ou 33 %. Le resserrement des écarts de crédit a généré des ajustements d'évaluation de crédit et de débit ainsi que de la juste valeur liés au financement positifs. La hausse des volumes des opérations de change, l'augmentation des produits d'intérêts

nets sur les activités de négociation attribuable à des rendements plus élevés et au portefeuille de produits ainsi que l'effet favorable de l'inefficacité des couvertures ont également favorisé la hausse des produits nets tirés de ces instruments financiers. Ces facteurs ont été atténués par la volatilité comptable imputable aux activités de gestion du bilan.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	8	22
Autres produits d'exploitation	10	22
Autres éléments de produits	18	44

Pour le trimestre, les autres éléments de produits ont fléchi de 26 M\$, ou 59 %. La baisse a résulté essentiellement du recul des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque en regard d'un an plus tôt ainsi que du repli des autres produits

d'exploitation par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite. Ces facteurs ont causé une réduction des autres produits d'exploitation ainsi qu'une baisse connexe des charges d'exploitation.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	(12)	18
Variation des pertes de crédit attendues – prêts non productifs (stade 3) – charge/(reprise)	–	(46)
Variation des pertes de crédit attendues – charge/(reprise)	(12)	(28)

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une reprise de 12 M\$, comparativement à 28 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise enregistrée pour le trimestre à l'étude reflète surtout une reprise sur provisions par suite de l'amélioration des perspectives

pour certains clients du secteur des services énergétiques. Quant à celle constatée un an plus tôt, elle a résulté de reprises liées à des prêts non productifs (stade 3), surtout en ce qui a trait à des comptes du secteur pétrolier et gazier.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	174	182
Charges générales et administratives	131	126
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	18	8
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	5	2
Total des charges d'exploitation	328	318

Le total des charges d'exploitation du trimestre a augmenté de 10 M\$, ou 3,1 %, puisque nous avons encore effectué des investissements stratégiques afin d'assurer la croissance de nos secteurs d'activité et de faire en sorte qu'il soit encore plus facile pour nos clients de traiter avec nous. Ces investissements ont été atténués par une baisse de la rémunération et des avantages du personnel, baisse qui a été contrebalancée en partie par une hausse des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la

note 15. De plus, l'adoption d'IFRS 16, ce qui est décrit à la note 1 h), a réduit les charges générales et administratives, et une hausse correspondante de la dotation à l'amortissement des actifs loués et liés au droit d'utilisation a été constatée.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre a été de 27,1 %, soit le même qu'au même trimestre de l'exercice précédent.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	31 mars 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	57	78
Actifs détenus à des fins de transaction	5 956	3 875
Dérivés	3 289	4 469
Prêts et avances	56 792	58 344
Prises en pension à des fins autres que de transaction	6 561	5 860
Placements financiers	25 355	24 054
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 028	3 932
Autres actifs	4 126	2 794
Total de l'actif	108 164	103 406
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 224	1 148
Comptes des clients	59 043	59 812
Mises en pension à des fins autres que de transaction	9 845	8 224
Passifs détenus à des fins de transaction	3 234	2 164
Dérivés	3 464	4 565
Titres de créance émis	14 499	13 863
Acceptations	6 037	3 937
Autres passifs	5 095	4 110
Total du passif	102 441	97 823
Total des capitaux propres	5 723	5 583
Total du passif et des capitaux propres	108 164	103 406

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 108,2 G\$ au 31 mars 2019, en hausse de 4,8 G\$, ou 4,6 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2018. Les engagements de clients en contrepartie d'acceptations ont augmenté de 2,1 G\$ en raison de la croissance des volumes des acceptations. Les actifs détenus à des fins de transaction, soit surtout des titres de créance, se sont renforcés de 2,1 G\$ en raison du volume des activités de négociation. Les placements financiers, principalement des bons du Trésor, ont augmenté de 1,3 G\$ du fait de l'incidence du montant net des actifs liquides associés aux positions servant à la gestion du bilan. Les autres actifs se sont accrus de 1,3 G\$, ce qui est principalement imputable à l'accroissement des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients ainsi qu'à la hausse des actifs loués et liés au droit d'utilisation par suite de l'adoption d'IFRS 16, tel qu'il est décrit à la note 1 h). L'essor des volumes des prises en pension et les activités de gestion du bilan ont mené à une hausse de 0,7 G\$ des prises en pension à des fins autres que de transaction.

Les hausses indiquées ci-dessus ont été annulées en partie par un recul de 1,6 G\$ des prêts et avances en raison de la contraction des volumes des acceptations bancaires non financées du secteur des services aux entreprises et de la baisse des soldes du portefeuille du financement du commerce international du secteur des services bancaires internationaux et marchés, ce qui a été contrebalancé en partie par la progression des prêts hypothécaires résidentiels du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine. En outre, les dérivés ont baissé de 1,2 G\$ en raison surtout de l'incidence des taux de change et des taux d'intérêt sur leur évaluation à la valeur de marché au cours du trimestre.

Passif

Le total du passif s'établissait à 102,4 G\$ au 31 mars 2019, en hausse de 4,6 G\$, ou 4,7 %, par rapport à celui au 31 décembre 2018. Les acceptations se sont alourdies de 2,1 G\$, ce qui correspond à la variation de celles inscrites à l'actif. L'accroissement des volumes des mises en pension et les activités de gestion du bilan ont mené à une hausse de 1,6 G\$ des mises en pension à des fins autres que de transaction. Également, les passifs détenus à des fins de transaction, soit surtout des titres de créance, ont augmenté de 1,1 G\$ en raison du volume des activités de négociation.

Ces hausses ont été annulées en partie par une baisse de 1,1 G\$ des soldes des dérivés, laquelle a découlé surtout de l'incidence des taux de change et des taux d'intérêt sur leur évaluation à la valeur de marché au cours du trimestre, ce qui a correspondu à la variation des dérivés inscrits à l'actif. En outre, les comptes des clients ont baissé de 0,8 G\$ en raison des réductions saisonnières des dépôts des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires internationaux et marchés, réductions qui étaient par ailleurs prévues et qui ont été contrebalancées en partie par la hausse enregistrée par celui des services bancaires de détail et gestion de patrimoine par suite du succès remporté par ses campagnes promotionnelles.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 5,7 G\$ au 31 mars 2019, pour une hausse de 0,1 G\$, ou 2,5 %, par rapport à celui au 31 décembre 2018. Cette hausse est attribuable aux profits de 0,2 G\$ générés au cours de la période et à ceux de 0,2 G\$ qui ont été constatés dans les autres réserves au titre des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie. Ces éléments ont été contrebalancés par les dividendes de 0,1 G\$ déclarés au cours de la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, ainsi que les services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Services aux entreprises

Le secteur des services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	151	139
Produits autres que d'intérêts	93	87
Total du résultat d'exploitation	244	226
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit (charge)/reprise	14	34
Résultat d'exploitation net	258	260
Total des charges d'exploitation	(101)	(103)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	157	157

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a augmenté de 18 M\$, ou 8 %, pour le trimestre, ce qui a découlé surtout de la hausse des soldes des prêts et, dans une moindre mesure, de l'élargissement des marges sur les dépôts par suite des majorations de taux qu'a effectués la Banque du Canada.

Les SE ont poursuivi sur la lancée amorcée en 2018. Les soldes des prêts se sont accrus de 2,9 % au cours du trimestre, ce qui a résulté de l'attention soutenue accordée à nos nouveaux clients, de la consolidation des liens avec nos clients existants et du fait que nous avons su tirer parti de notre réseau mondial et de nos gammes de produits. Les soldes du financement des comptes clients, un récent ajout à notre éventail de produits dans le domaine du commerce international, ont augmenté de plus de 50 % sur un an. Les produits générés dans les corridors commerciaux ont affiché une hausse dans les deux chiffres malgré les incertitudes régnant sur les marchés.

Nous continuons de simplifier, de rationaliser et de remanier notre processus de prestation de services bancaires de bout en bout et c'est ainsi que nous notons une réduction marquée du temps requis pour l'ouverture de comptes au pays et pour le contrôle diligent des clients. Ces améliorations rehaussent l'efficacité et permettent à notre personnel de vente de première ligne d'axer ses efforts sur l'aide à la clientèle.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est demeuré le même, ce qui a découlé de variations favorables des pertes de crédit attendues moins importantes qu'il y a un an, facteur atténué par le renforcement du résultat d'exploitation et le recul des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 12 M\$, ou 8,6 %. Cette hausse reflète l'accroissement des prêts et avances, tant aux anciens clients qu'aux nouveaux, ainsi que l'amélioration des marges sur les dépôts par suite des hausses de taux d'intérêt.

Les **produits autres que d'intérêts** se sont accrus de 6 M\$, ou 6,9 %, ce qui a découlé surtout de l'essor des volumes des acceptations bancaires.

La **variation des pertes de crédit attendues** du trimestre a consisté en une reprise de 14 M\$ qui a résulté essentiellement du fait que les pertes de crédit attendues se sont allégées en raison de reprises sur provisions par suite de l'amélioration des perspectives pour certains clients du secteur des services énergétiques. Au premier trimestre de 2018, la variation des pertes de crédit attendues avait correspondu à une reprise de 34 M\$ en raison de reprises liées à des prêts non productifs (stade 3) et associées principalement à des comptes du secteur pétrolier et gazier.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre a reculé de 2 M\$, ou 1,9 %. Cette baisse reflète principalement la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit dans la section du présent rapport qui en traite ainsi qu'à la note 15. Compte tenu de ce facteur, les charges d'exploitation sont demeurées pour ainsi dire inchangées.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2019 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	24	23
Produits autres que d'intérêts	56	49
Total du résultat d'exploitation	80	72
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(1)	3
Résultat d'exploitation net	79	75
Total des charges d'exploitation	(40)	(38)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	39	37

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation du secteur SBIM a progressé de 8 M\$, ou 11 %, pour le trimestre, ce qui provient de taux d'intérêt plus élevés ainsi que de l'intensification des activités de négociation et de vente de l'unité marchés.

Nous continuons de tirer parti du réseau mondial de la HSBC pour offrir des produits et des solutions répondant aux besoins de nos clients internationaux. Nous avons aussi étendu la portée de nos activités à l'international en accroissant la pénétration des produits auprès de nos clients existants.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est établi à 39 M\$, en hausse de 2 M\$, ou 5,4 %, puisque la forte croissance des produits a plus qu'annulé le coût des investissements dans les activités ainsi que l'augmentation de la charge au titre de la variation des pertes de crédit attendues, comparativement à des reprises un an plus tôt.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** se sont accrus de 1 M\$, ou 4,3 %, en raison surtout de l'incidence des hausses de taux d'intérêt pratiquées par la Banque du Canada ainsi que de l'intensification des activités de financement du commerce international.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 7 M\$, ou 14 %, en raison essentiellement de la variation favorable des réserves au titre de l'évaluation du crédit et du financement qui a découlé du resserrement des écarts de crédit. De plus, pour toutes les catégories d'actifs de l'unité marchés, les activités de vente et de négociation se sont révélées favorables.

La **variation des pertes de crédit attendues** a donné lieu à la constatation d'une charge de 1 M\$, comparativement à des reprises sur pertes de valeur liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de 3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, reprises qui reflétaient alors l'amélioration continue de la conjoncture du secteur des ressources énergétiques.

Le **total des charges d'exploitation** a monté de 2 M\$, ou 5,3 % à cause des initiatives de rationalisation.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2019 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

Le secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») offre, à tous les Canadiens, une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	126	114
Produits autres que d'intérêts	58	61
Total du résultat d'exploitation	184	175
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(1)	(9)
Résultat d'exploitation net	183	166
Total des charges d'exploitation	(176)	(163)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	7	3

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation des SBDGP a augmenté de 9 M\$, ou 5,1 %, en raison de l'élargissement des marges et de la forte croissance du total des soldes des comptes des clients² grâce à notre image de marque, à l'innovation et aux investissements stratégiques que nous avons effectués afin de simplifier les services bancaires que nous leur offrons et de les rendre encore plus rapides et plus efficaces. Ces facteurs ont été annulés en partie par la liquidation continue de notre portefeuille de prêts à la consommation, laquelle a réduit les produits de 1 M\$ sur un an.

Les sommes investies dans nos canaux de distribution et les technologies numériques, la compétitivité de nos produits et les critères d'admissibilité pour nos services Premier et Advance nous ont aidés à élargir notre clientèle ainsi que le total des soldes des comptes des clients². Nous avons encore rehaussé nos canaux de distribution en inaugurant de nouvelles succursales dans les grands centres urbains. Nous avons également lancé la carte Mastercard HSBC +Récompenses, offrant ainsi à nos clients notre plus bas taux d'intérêt ainsi que des récompenses sur leurs achats admissibles. Grâce à ces initiatives, plus de 11 000 nouveaux clients se sont joints à ceux des SBDGP au cours du trimestre.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre s'est accru de 4 M\$, ou 133 %, grâce à la progression des produits et au recul des charges au titre des pertes de crédit attendues, ce qui a été atténué par la hausse des charges d'exploitation. De meilleures marges et la forte croissance du total des soldes des comptes des clients² se sont traduites par une augmentation des produits, alors que la baisse des pertes de crédit attendues a découlé en grande partie de l'incidence de facteurs économiques prospectifs. Ces éléments ont été annulés en partie par l'augmentation des charges d'exploitation par suite de la poursuite des investissements dans nos canaux de distribution, tel que nous l'avons indiqué ci-dessus. De plus, nous avons encore investi dans l'offre de nouveaux services aux entreprises du secteur du commerce de détail, dans le lancement de cartes de crédit ainsi que dans Jade, un service exclusif que nous offrons à nos clients à valeur nette élevée.

Rapport de gestion

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont établis à 126 M\$, en hausse de 12 M\$, ou 11 %, ce qui a résulté principalement de l'élargissement des marges sur les dépôts ainsi que de la forte croissance des soldes des prêts et des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** se sont chiffrés à 58 M\$, affichant une baisse de 3 M\$, ou 4,9 %, en raison du recul de ceux tirés des fonds sous gestion et du courtage en ligne sur un an.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une charge de 1 M\$, comparativement à une charge de 9 M\$ un an plus tôt. La diminution des pertes de crédit attendues a résulté surtout de l'incidence de facteurs économiques prospectifs, de la liquidation continue de notre portefeuille de prêts à la consommation et de la baisse des sorties du bilan.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre s'est chiffré à 176 M\$, en hausse de 13 M\$, ou 8 %. Cette hausse a résulté surtout des investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités et de l'augmentation des coûts associée à la proposition d'un meilleur modèle de prestation de services à notre clientèle grandissante.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2019 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

² Le total des soldes des comptes des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les activités de gestion du bilan, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises ainsi que les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	22	30
Produits autres que d'intérêts	15	38
Résultat d'exploitation net	37	68
Total des charges d'exploitation	(11)	(14)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	26	54

Aperçu

Le résultat d'exploitation net s'est replié de 31 M\$, ou 46 %, à cause surtout de la baisse, sur un an, des profits réalisés à la cession de placements financiers en raison du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque ainsi que du recul des autres produits d'exploitation par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite.

Les charges d'exploitation ont fléchi de 3 M\$, ou 21 %, grâce surtout à la mise en place du groupe ServCo, ce qui a été atténué par les investissements dans nos fonctions de soutien.

Ces variations ont eu pour conséquence de réduire de 28 M\$ le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du trimestre.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2019 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2019	2018			2017			
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	323	335	332	319	306	318	292	285
Produits de commissions nets	156	164	175	179	155	159	169	165
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction (produits de négociation nets en 2017)	48	26	35	39	36	31	41	22
Autres éléments de produits	18	40	46	33	44	32	26	24
Total du résultat d'exploitation	545	565	588	570	541	540	528	496
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	12	(19)	7	11	28	s. o.	s. o.	s. o.
(Pertes de valeur)/reprises sur pertes de valeur liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	(1)	14	46
Résultat d'exploitation net	557	546	595	581	569	539	542	542
Total des charges d'exploitation	(328)	(324)	(324)	(334)	(318)	(333)	(327)	(318)
Résultat d'exploitation	229	222	271	247	251	206	215	224
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	–	–	–	–	–	3	4
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	229	222	271	247	251	206	218	228
Charge d'impôt sur le résultat	(62)	(65)	(73)	(67)	(68)	(54)	(56)	(60)
Bénéfice de la période	167	157	198	180	183	152	162	168
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	158	148	189	171	173	142	153	158
- aux détenteurs d'actions privilégiées	9	9	9	9	10	10	9	10
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,32	0,29	0,38	0,34	0,35	0,28	0,31	0,32

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Les produits d'intérêts nets ont affiché une tendance à la hausse à compter du deuxième trimestre de 2017 en raison de l'augmentation des taux d'intérêt, jumelée à l'accroissement des prêts et avances et des comptes des clients. Au premier trimestre de 2019, ces produits ont légèrement baissé à cause du recul des prêts et avances et des comptes des clients des SE, des SBIM et des SBDGP.

Les produits de commissions nets ont fléchi aux trois derniers trimestres. Dans le plus récent, leur baisse a découlé principalement des commissions tirées des facilités de crédit et du recul des produits provenant des fonds sous gestion et du courtage en ligne. Aux deux trimestres précédents, le recul des commissions tirées de la prise ferme et l'augmentation des charges de commissions liées à la compensation avaient contribué à la baisse. Ce recul avait fait suite à deux trimestres de forte croissance, ce qui était essentiellement attribuable à la hausse des commissions tirées des facilités de crédit, les volumes des acceptations bancaires ayant augmenté, et à l'accroissement des commissions tirées de la prise ferme. Les produits de commissions avaient diminué au quatrième trimestre de 2017 en raison du repli des commissions tirées de la prise ferme après une croissance ininterrompue dans les trois premiers trimestres de 2017.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont augmenté au premier trimestre de 2019 en raison du resserrement des écarts de crédit. En 2018, ils avaient aussi augmenté, en raison surtout du volume accru des opérations de change, de la hausse des intérêts nets sur les activités de négociation attribuable aux rendements plus élevés et au portefeuille de produits, ainsi que de l'effet favorable de l'inefficacité des couvertures. Ces facteurs avaient été atténués par une perte causée par la volatilité comptable associée aux activités de gestion du bilan.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. En 2018, les autres éléments de produits avaient augmenté en raison de la progression des profits réalisés à la cession de placements financiers, mais au premier trimestre de 2019, ces profits ont fléchi. En 2018 et en 2017, les autres éléments de produits comprenaient également les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe, produits qui peuvent aussi fluctuer en raison du moment où les services sont fournis. En 2019 et en raison de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est mentionné à la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite, les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe ont reculé et les charges d'exploitation ont connu une diminution connexe.

La reprise en 2019 a résulté essentiellement de reprises sur provisions en raison des améliorations des perspectives pour certains clients du secteur des services énergétiques. En date du 1^{er} janvier 2018, la banque a adopté IFRS 9. L'excellente performance sur le plan du crédit ainsi qu'une gestion active des risques ont généré une reprise nette sur la variation des pertes de crédit attendues dans la plupart des périodes depuis le début de 2017, même si cette position avait diminué en 2018 par rapport aux niveaux de reprise élevés qui avaient été constatés l'exercice précédent. En 2017, des reprises avaient été constatées en raison des améliorations notées dans plusieurs secteurs, soit surtout celui des services énergétiques. Des reprises avaient été comptabilisées aux trois premiers trimestres de 2018 grâce aux améliorations observées dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement ceux des services énergétiques et de la fabrication, tout comme l'avaient été des reprises sur corrections de valeur liées à certaines entreprises des secteurs des services énergétiques, de la fabrication, de la construction et de l'immobilier. Une charge de 19 M\$ avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2018 en raison d'une série de faibles charges dans le portefeuille de prêts de gros non productifs ainsi que d'une hausse des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs attribuable à des facteurs économiques prospectifs touchant les portefeuilles de prêts de gros et de détail.

Notre objectif depuis 2018 consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique, ce qui explique la hausse des charges d'exploitation. Au premier trimestre de 2019, ces investissements ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération et des avantages du personnel ainsi que des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. En 2018, les hausses avaient été annulées en partie par le repli des coûts associé à la réduction des espaces de bureau et aux économies liées à la centralisation de certaines activités commerciales au sein du Groupe. Le moment où les charges avaient été engagées en 2018 avait été à l'origine des variations enregistrées d'un trimestre à l'autre. En 2017, les charges d'exploitation avaient augmenté puisque nous avions investi dans des activités de gestion des risques et de conformité ainsi que dans certaines initiatives de restructuration et de rationalisation.

Survol et perspectives

Les prévisions et projections de la présente section reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées dans cette section.

Des vents contraires ont continué de souffler sur l'économie canadienne dans les derniers mois de 2018 ainsi qu'au début de 2019, et ce, même si les prix du pétrole ont rebondi. Cette situation donne à penser que des facteurs plus complexes que les défis auxquels le secteur pétrolier s'est buté ont pesé sur l'économie. En témoigne d'ailleurs la croissance du produit intérieur brut (le « PIB ») de 0,4 % au quatrième trimestre (résultat annualisé, d'un trimestre à l'autre), laquelle a été largement inférieure à celle de 1,0 % qui était prévue. Le recul des investissements a joué un rôle clé dans le rendement fort décevant au chapitre du PIB. Il a également été indiqué dans le

rapport le concernant que la demande intérieure s'était comprimée pour un deuxième trimestre d'affilée au quatrième trimestre de l'année, ce qui suggère que, dans la deuxième moitié de 2018, le Canada est venu plus près d'entrer en récession technique que le laissent présager des prévisions antérieures.

Après la publication du rapport révélant la faiblesse de la croissance du PIB au quatrième trimestre et à la lumière d'autres données abondant dans le même sens vers la fin de l'année et au début de 2019, nous avons apporté deux changements à nos prévisions. Nous avons d'abord abaissé de 1,6 % à 1,1 % notre projection quant à l'essor du PIB. Dans son Rapport sur la politique monétaire (le « RPM ») d'avril 2019, la Banque du Canada (la « BDC ») a abaissé à 1,2 % (contre 1,7 %) son taux prévisionnel de croissance économique pour 2019.

Nous avons ensuite changé notre prévision concernant le taux directeur de la BDC. Nous nous attendons maintenant à ce qu'elle le maintienne à 1,75 % en 2019.

Parmi les facteurs sur lesquels nous nous sommes appuyés pour notre prévision concernant la BDC, précisons que nous prévoyons que l'inflation sera de 1,6 % en 2019 et que l'inflation de base demeurera sous les 2 %. Ces projections d'inflation modérée reflètent des facteurs temporaires et le fait que les capacités inutilisées dans l'économie sont plus importantes que ce à quoi on s'attendait. Comme les pressions haussières sur le taux d'inflation se sont atténuées, la BDC n'a que peu de raisons de relever ses taux.

Un autre élément qui incite la BDC à les maintenir est le degré d'incertitude entourant le taux neutre. La BDC préconisait une approche misant sur le resserrement, affirmant que le taux directeur allait atteindre son niveau neutre au fil du temps. Dans son plus récent RPM, la BDC a réduit la fourchette estimative du taux neutre pour le situer entre 2,25 % et 3,25 % et a réitéré qu'il demeure inconnu. Dans un discours prononcé en novembre, le gouverneur de la BDC, M. Poloz, avait précisé qu'à mesure que le taux directeur s'approchera de son niveau neutre, quel qu'il soit, «...nous commencerons à voir des signes que nous ne stimulons plus la demande ». La progression de la demande intérieure ayant été négative dans deux trimestres consécutifs, cela donne à penser que le taux directeur est peut-être très près de son niveau neutre.

Cela dit, précisons que des progrès notables ont été enregistrés sur le plan économique. Plus précisément, le marché de l'emploi est demeuré vigoureux comme en témoigne un taux de chômage se situant près d'un creux historique et un ratio emploi-population chez les 25 à 64 ans qui frôle un nouveau sommet. Des sondages indiquent également que les entreprises prévoient créer de nouveaux emplois en 2019, même si ce n'est pas au même rythme que dans les deux dernières années. En outre, malgré les obstacles qui se sont dressés vers la fin de l'année, la croissance économique a repris de manière inattendue en janvier.

Investissements

Nos nouvelles prévisions, plus pessimistes, à l'égard du PIB, reflètent des perspectives plus sombres pour ce qui est de la formation brute de capital fixe (la « FBCF » ou les « investissements »). Nous prévoyons maintenant que la FBCF se contractera de 1,9 % en 2019, alors que nous anticipions précédemment une hausse de 0,5 %. Nous avons revu à la baisse nos projections concernant toutes les principales composantes des investissements. Par exemple, nous croyons maintenant que les investissements résidentiels fléchiront de 3,6 % (0,8 % antérieurement). Quant aux investissements des entreprises, ils devraient reculer de 2,1 %, alors que nous prévoyions antérieurement une hausse de 1,0 %. Finalement, les investissements de l'État dans les infrastructures pourraient se contracter de 1,2 % cette année et non augmenter de 1,9 % comme nous le pensions plus tôt.

Reflétant l'à-propos de perspectives plus modérées en ce qui a trait aux investissements, la fabrication d'équipement et les importations d'équipement et de matériel stagnent après avoir augmenté fortement en 2017. Les sondages suggèrent également que les dépenses d'investissement sont freinées par le manque de flux de trésorerie, les entreprises réalisant peu de bénéfices, et que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée nuit à leurs investissements.

Les incertitudes persistantes que posent les politiques commerciales font que les entreprises hésitent encore à accroître leurs investissements. Par exemple, même si le Canada, les États-Unis et le Mexique ont, vers la fin de novembre, signé l'accord remplaçant l'ALENA (« ACEUM » au Canada, « USMCA » aux États-Unis et « T-MEC » au Mexique), aucune de ces trois parties ne l'a encore ratifié. De plus, les tarifs sur l'aluminium et l'acier demeurent en vigueur et les États-Unis continuent d'instaurer des mesures protectionnistes. Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine constituent une autre source d'inquiétude.

Par contre, certains facteurs concernant les investissements des entreprises sont de bon augure. Par exemple, en novembre, le gouvernement fédéral a annoncé diverses mesures visant à les stimuler. Il est cependant trop tôt pour en constater les répercussions. En outre, les entreprises reconnaissent qu'elles se doivent d'augmenter leurs dépenses à ce chapitre afin de combler la demande à venir. À mesure que disparaîtront les obstacles, les investissements des entreprises devraient commencer à augmenter, ce qui pourrait survenir plus tard cette année.

En ce qui concerne les exportations, nous nous attendons à ce qu'elles ne progressent qu'à un rythme modéré en 2019 étant donné que les problèmes sur le plan de la compétitivité perdurent et que les incertitudes économiques à l'échelle mondiale ont mené à un ralentissement généralisé du commerce international. Ces facteurs pourraient, à court terme, limiter les profits qu'engrangent les partenaires de libre-échange du Canada, partenaires qui se font toujours plus nombreux. Le risque associé à la résiliation de l'ALENA a diminué puisque le Canada a conclu des accords de libre-échange avec les États-Unis, le Mexique, l'UE (« l'AECG ») et plusieurs pays de l'Asie (le « PTPGP »). La diversité de ses partenaires de libre-échange offre une occasion unique pour les exportateurs canadiens.

Indicateurs

Nous jugeons que, malgré la vigueur du marché de l'emploi, les ménages demeurent confrontés à de grands défis. En 2019, nous nous attendons à ce que les dépenses de consommation augmentent de 1,4 %, ce qui correspondrait au taux le plus faible en 10 ans. L'un des principaux facteurs causant cette situation est l'incidence de la montée des coûts du service de la dette, ce qui reflète le niveau élevé de l'endettement du secteur des ménages et les hausses antérieures des taux d'intérêt.

Nous en constatons déjà les conséquences. Plus précisément, les ventes au détail réelles stagnent depuis le milieu de 2017, ce qui signifie notamment une baisse du volume des ventes d'automobiles. De plus, le marché de l'habitation montre des signes d'essoufflement puisque le rythme des ventes ralentit et les prix se stabilisent.

Même si nous prévoyons désormais que la BDC maintiendra les taux en vigueur, les hausses passées des taux d'intérêt nuisent toujours au secteur des ménages. Ainsi, même si la dernière majoration du taux directeur par la BDC a eu lieu en octobre, de récents rapports sur les prix à la consommation montrent que les coûts d'intérêts hypothécaires continuent d'augmenter chaque mois. Cela sous-entend que les coûts du service de la dette pourraient continuer de peser sur la consommation.

Outre les pressions à la hausse qui s'exercent sur les coûts d'intérêts hypothécaires, les rapports précités font état d'augmentations dans les autres catégories de dépenses non discrétionnaires des ménages. Par exemple, les coûts de l'assurance-habitation et de l'assurance automobile ont augmenté, les compagnies d'assurance ayant haussé leurs primes en réponse au nombre accru de sinistres qu'ont engendrés des phénomènes climatiques extrêmes et à la montée des coûts des réparations. Entre-temps, les tarifs de rétorsion imposés par le Canada sur les importations en provenance des États-Unis causent des pressions haussières sur les prix de nombreux produits d'épicerie.

Malgré les problèmes qui freinent la consommation, nous croyons que les investissements des entreprises et les exportations commenceront à se renforcer de manière plus soutenue dans la seconde moitié de 2019. Cette amélioration irait de pair avec la reprise attendue de la croissance économique à l'échelle mondiale et du commerce international et permettrait alors aux exportateurs canadiens de tirer parti de l'abaissement des barrières qui bloquent les échanges avec d'autres contreparties en Amérique du Nord, dans l'Union européenne et en Asie.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre Rapport et états financiers annuels 2018. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui sont survenus au premier trimestre de 2019 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Risque lié à la cybersécurité et à la technologie

Le BSIF s'intéresse de plus en plus aux risques autres que financiers et à la résilience opérationnelle des institutions financières. En janvier 2019, il a émis un préavis imposant à toutes les banques de nouvelles exigences qui les obligent à lui signaler tout incident majeur lié à la technologie et à la cybersécurité. Au cas où cela surviendrait, la banque a instauré un cadre de contrôle axé sur le risque lié la cybersécurité.

Risque de liquidité

Le BSIF a publié les dernières versions de quatre chapitres de sa ligne directrice *Normes de liquidité* afin d'assurer que les mesures à cet égard demeurent appropriées et prudentes. Les principaux changements comprennent des modifications ciblées du traitement de certains dépôts de détail aux fins du ratio de liquidité à court terme et des flux de trésorerie nets cumulatifs. Les institutions financières seront tenues de se conformer aux nouvelles exigences d'ici le 1^{er} janvier 2020. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de liquidité et risque de financement » du présent rapport de gestion.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. Tel qu'il est indiqué à la note 1 h) des états financiers consolidés, la banque a, en date du 1^{er} janvier 2019, adopté IFRS 16 *Contrats de location*. La note 2 du Rapport et états financiers annuels 2018 présente un résumé de ses autres principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant des événements futurs. Ceux-ci sont énoncés à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du Rapport et états financiers annuels 2018.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du Rapport et états financiers annuels 2018.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du Rapport et états financiers annuels 2018.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2019 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 30 du Rapport et états financiers annuels 2018 pour obtenir des détails à ce sujet.

Au cours du trimestre, la banque a transféré certains services partagés à HSBC Global Services (Canada) Limited, qui est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings. La note 15 et la rubrique « Mise en place du groupe ServCo » du présent rapport de gestion renferment plus de renseignements à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère les risques à l'échelle de l'entreprise ainsi que les risques réputationnel et opérationnel.

Profil du risque de crédit

	Page
Risque de crédit au premier trimestre de 2019	19
Sommaire du risque de crédit	19
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	21
Qualité de crédit des instruments financiers	22
Prêts de gros	25
Prêts personnels	26
Prêts douteux	28

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Au premier trimestre de 2019, aucun changement important n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 32 du Rapport et états financiers annuels 2018 renferme un sommaire de nos politiques et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Risque de crédit au premier trimestre de 2019

Le montant brut des prêts et avances à des clients, qui s'est établi à 56 G\$, s'est comprimé de 1,3 G\$ par rapport à 57,3 G\$ au 31 décembre 2018.

Au premier trimestre de 2019, la variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit ont représenté une reprise de 12 M\$.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour pertes de crédit attendues (les « PCA ») connexe.

Les tableaux qui suivent présentent les prêts par secteur, ce qui représente la concentration des expositions au risque de crédit établies aux fins de sa gestion.

Au 31 mars 2019, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 214 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 23 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, et un autre de 1 M\$ ayant trait aux instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9

	Notes	Au 31 mars 2019		Au 31 déc. 2018	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		55 957	(176)	57 321	(198)
– particuliers		28 265	(51)	28 364	(53)
– grandes sociétés et entreprises		27 692	(125)	28 957	(145)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 011	–	1 221	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		16 162	(39)	12 266	(34)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		57	–	78	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		11	–	8	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		6 561	–	5 860	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 037	(9)	3 937	(5)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 496	(30)	2 383	(29)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		73 130	(215)	70 808	(232)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		43 134	(22)	43 378	(32)
– particuliers		7 127	(2)	7 186	(2)
– grandes sociétés et entreprises		36 007	(20)	36 192	(30)
Garanties financières	2	2 472	(1)	2 182	(1)
– particuliers		8	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		2 464	(1)	2 175	(1)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	45 606	(23)	45 560	(33)

		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	25 338	(1)	24 033	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	51 082	4 642	233	55 957	(28)	(72)	(76)	(176)	0,1	1,6	32,6	0,3
– particuliers	27 439	757	69	28 265	(9)	(27)	(15)	(51)	–	3,6	21,7	0,2
– grandes sociétés et entreprises	23 643	3 885	164	27 692	(19)	(45)	(61)	(125)	0,1	1,2	37,2	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 011	–	–	1 011	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	15 358	774	30	16 162	(3)	(6)	(30)	(39)	–	0,8	100,0	0,2
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	38 717	4 375	42	43 134	(6)	(16)	–	(22)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	6 907	210	10	7 127	(1)	(1)	–	(2)	–	0,5	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 810	4 165	32	36 007	(5)	(15)	–	(20)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	2 296	175	1	2 472	–	(1)	–	(1)	–	0,6	–	–
– particuliers	7	1	–	8	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	2 289	174	1	2 464	–	(1)	–	(1)	–	0,6	–	–
Au 31 mars 2019	108 464	9 966	306	118 736	(37)	(95)	(106)	(238)	–	1,0	34,6	0,2

Prêts et avances à des clients au coût amorti	53 113	3 965	243	57 321	(36)	(75)	(87)	(198)	0,1	1,9	35,8	0,3
– particuliers	27 405	889	70	28 364	(13)	(24)	(16)	(53)	–	2,7	22,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	25 708	3 076	173	28 957	(23)	(51)	(71)	(145)	0,1	1,7	41,0	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 221	–	–	1 221	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	11 622	615	29	12 266	(2)	(3)	(29)	(34)	–	0,5	100,0	0,3
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	40 443	2 874	61	43 378	(7)	(23)	(2)	(32)	–	0,8	3,3	0,1
– particuliers	6 978	197	11	7 186	(1)	(1)	–	(2)	–	0,5	–	–
– grandes sociétés et entreprises	33 465	2 677	50	36 192	(6)	(22)	(2)	(30)	–	0,8	4,0	0,1
Garanties financières ²	2 093	87	2	2 182	–	(1)	–	(1)	–	1,1	–	–
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	2 087	86	2	2 175	–	(1)	–	(1)	–	1,2	–	–
Au 31 déc. 2018	108 492	7 541	335	116 368	(45)	(102)	(118)	(265)	–	1,4	35,2	0,2

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

L'information qui suit présente un rapprochement des corrections de valeur de la banque à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Trimestre clos le								
	31 mars 2019				31 mars 2018				
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	43	99	89	231	38	91	185	314	
Transferts d'instruments financiers :	7	(8)	1	—	5	7	(12)	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(2)	2	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	8	(8)	—	—	6	(6)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(3)	3	—	(1)	(1)	2	—	
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	1	13	(14)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(7)	5	—	(2)	(5)	6	1	2	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	5	—	—	5	
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(10)	(5)	7	(8)	2	6	(32)	(24)	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(2)	(3)	(5)	(7)	(2)	—	(9)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(16)	(16)	—	—	(22)	(22)	
Change	—	—	—	—	—	1	—	1	
Autres	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)	(2)	
Solde à la clôture de la période	34	89	76	199	38	109	118	265	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(16)	(2)	4	(14)	(5)	10	(31)	(26)	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)	(2)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(16)	(2)	2	(16)	(5)	10	(33)	(28)	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

	Trimestre clos le			
	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes sur crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes sur crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$		
Tel qu'indiqué précédemment	199	(16)	265	(28)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	39	4	46	—
Contrats de garantie de bonne exécution	2	—	1	—
Instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	—	—
Total de la correction de valeur pour PCA/reprise totale comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	241	(12)	312	(28)

Qualité de crédit des instruments financiers

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de la probabilité de défaillance des instruments financiers, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont

déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités de prêt de gros et de détail ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance. La qualité de

crédit des prêts de détail est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts de détail	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)		Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)
Classement selon la qualité						
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169		Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740		Fourchette 3	0,501-1,500
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914		Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999		Fourchette 6	20,001-99,999
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000		Fourchette 7	100,000

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Faible	Douteuse	Total		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	25 138	—	—	—	—	25 138	(1)	25 137
– stade 1	25 138	—	—	—	—	25 138	(1)	25 137
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	26 212	17 216	10 872	1 424	233	55 957	(176)	55 781
– stade 1	26 205	16 648	8 077	152	—	51 082	(28)	51 054
– stade 2	7	568	2 795	1 272	—	4 642	(72)	4 570
– stade 3	—	—	—	—	233	233	(76)	157
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 011	—	—	—	—	1 011	—	1 011
– stade 1	1 011	—	—	—	—	1 011	—	1 011
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	9 846	4 131	1 935	220	30	16 162	(39)	16 123
– stade 1	9 846	4 043	1 435	34	—	15 358	(3)	15 355
– stade 2	—	88	500	186	—	774	(6)	768
– stade 3	—	—	—	—	30	30	(30)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	62 207	21 347	12 807	1 644	263	98 268	(216)	98 052
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	63,3 %	21,7 %	13,0 %	1,7 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	14 118	19 555	8 550	869	42	43 134	(22)	43 112
– stade 1	13 893	19 003	5 723	98	—	38 717	(6)	38 711
– stade 2	225	552	2 827	771	—	4 375	(16)	4 359
– stade 3	—	—	—	—	42	42	—	42
Garanties financières ²	1 526	659	236	50	1	2 472	(1)	2 471
– stade 1	1 517	592	185	1	—	2 295	—	2 295
– stade 2	9	67	51	49	—	176	(1)	175
– stade 3	—	—	—	—	1	1	—	1
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	15 644	20 214	8 786	919	43	45 606	(23)	45 583
Au 31 mars 2019	77 851	41 561	21 593	2 563	306	143 874	(239)	143 635

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total	Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Faible	Douteuse			
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	24 145	—	—	—	—	24 145	(1)	24 144
– stade 1	24 145	—	—	—	—	24 145	(1)	24 144
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	25 936	18 238	11 558	1 346	243	57 321	(198)	57 123
– stade 1	25 839	18 000	9 089	185	—	53 113	(36)	53 077
– stade 2	97	238	2 469	1 161	—	3 965	(75)	3 890
– stade 3	—	—	—	—	243	243	(87)	156
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 221	—	—	—	—	1 221	—	1 221
– stade 1	1 221	—	—	—	—	1 221	—	1 221
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	7 712	2 789	1 633	103	29	12 266	(34)	12 232
– stade 1	7 472	2 752	1 375	23	—	11 622	(2)	11 620
– stade 2	240	37	258	80	—	615	(3)	612
– stade 3	—	—	—	—	29	29	(29)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	59 014	21 027	13 191	1 449	272	94 953	(233)	94 720
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	62,2 %	22,1 %	13,9 %	1,5 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	13 623	20 331	8 500	863	61	43 378	(32)	43 346
– stade 1	13 407	20 137	6 785	114	—	40 443	(7)	40 436
– stade 2	216	194	1 715	749	—	2 874	(23)	2 851
– stade 3	—	—	—	—	61	61	(2)	59
Garanties financières ²	1 183	707	245	45	2	2 182	(1)	2 181
– stade 1	1 183	707	203	—	—	2 093	—	2 093
– stade 2	—	—	42	45	—	87	(1)	86
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	14 806	21 038	8 745	908	63	45 560	(33)	45 527
Au 31 décembre 2018	73 820	42 065	21 936	2 357	335	140 513	(266)	140 247

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu des ajustements au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Prêts de gros

Total des prêts de gros à l'égard des prêts et avances à des clients au coût amorti

	31 mars 2019		31 déc. 2018	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Notes				
Activités économiques et commerciales				
– agriculture, foresterie et pêches	426	(1)	408	(1)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 862	(24)	1 839	(30)
– fabrication	4 601	(22)	4 620	(23)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	412	–	562	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	97	–	101	–
– construction	714	(10)	858	(21)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	5 300	(31)	5 567	(35)
– transport et entreposage	2 374	(12)	2 375	(11)
– hébergement et restauration	838	–	895	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	1 027	(5)	783	(5)
– immobilier	6 544	(6)	7 292	(7)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 104	(8)	1 060	(7)
– services administratifs et de soutien	536	(2)	595	(1)
– éducation	149	–	149	–
– santé et soins	193	–	190	(1)
– arts, divertissements et loisirs	233	–	273	–
– autres services	237	(1)	311	–
– gouvernement	29	–	30	–
– institutions financières non bancaires	1 016	(3)	1 049	(1)
Total	27 692	(125)	28 957	(145)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Trimestre clos le							
	31 mars 2019				31 mars 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	29	74	73	176	29	69	165	263
Transferts d'instruments financiers :	–	(2)	2	–	–	11	(11)	–
– transferts du stade 1 au stade 2	(2)	2	–	–	(1)	1	–	–
– transferts du stade 2 au stade 1	2	(2)	–	–	2	(2)	–	–
– transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	(1)	–	1	–
– transferts hors du stade 3	–	–	–	–	–	12	(12)	–
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(2)	4	–	2	(1)	2	1	2
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	–	–	1	4	–	–	4
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(4)	(14)	(1)	(19)	(1)	–	(35)	(36)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	–	(1)	–	(1)	(6)	(2)	–	(8)
Actifs sortis du bilan	–	–	(12)	(12)	–	–	(19)	(19)
Change	–	–	–	–	–	1	–	1
Autres	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)	(2)
Solde à la clôture de la période	24	61	61	146	25	81	99	205
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(5)	(11)	(1)	(17)	(4)	–	(34)	(38)
Reprises sur pertes de valeur	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–	–	–	1	1
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(5)	(11)	(1)	(17)	(4)	–	(33)	(37)

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

La répartition des expositions en fonction des stades est restée stable dans le portefeuille de prêts de gros au premier trimestre de 2019. La correction de valeur pour PCA de ces prêts a fléchi de 29 M\$, en raison d'une diminution de 13 M\$ du portefeuille de prêts non productifs imputable à des sorties de bilan liées à

certain clients, soit principalement des clients des secteurs de la construction et de l'extraction minière et exploitation de carrières. En outre, la reprise de la correction de valeur pour PCA a découlé de l'amélioration des perspectives pour certains clients du secteur des services énergétiques.

Prêts personnels

Total des prêts personnels à l'égard des prêts et avances à des clients au coût amorti

	31 mars 2019		31 déc. 2018	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	24 725	(17)	24 580	(17)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 710	(4)	1 714	(4)
Facilités de crédit personnel renouvelables	614	(11)	564	(11)
Autres facilités de crédit personnel	652	(4)	932	(5)
Autres facilités de crédit aux PME	175	—	146	—
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	68	(7)	76	(8)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	321	(8)	352	(8)
Total	28 265	(51)	28 364	(53)

Portefeuille des prêts de détail - Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières¹

	Trimestre clos le							
	31 mars 2019				31 mars 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	14	25	16	55	9	22	20	51
Transferts d'instruments financiers :	7	(6)	(1)	—	5	(4)	(1)	—
– transferts du stade 1 au stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	6	(6)	—	—	4	(4)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(1)	1	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(5)	1	—	(4)	(4)	4	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	—	—	—	—	1	—	—	1
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(6)	9	8	11	3	6	3	12
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(1)	(3)	(4)	(1)	—	—	(1)
Actifs sortis du bilan	—	—	(4)	(4)	—	—	(3)	(3)
Change	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	(1)	(1)	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période	10	28	15	53	13	28	19	60
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(11)	9	5	3	(1)	10	3	12
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)	(2)
Autres	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(11)	9	3	1	(1)	10	—	9

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

La répartition des expositions en fonction des stades est restée stable dans le portefeuille de prêts de détail au cours du premier trimestre de 2019. Le total de la correction de valeur pour PCA de ces prêts a diminué de 1 M\$ durant cette période. Cette baisse s'explique par la diminution de la correction de valeur pour PCA liée au portefeuille de prêts renouvelables.

Le total des pertes de valeur liées aux prêts de détail pour la période a donné lieu à une charge de 1 M\$ attribuable à l'augmentation de la correction de valeur pour PCA liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre, cette augmentation ayant surtout résulté de l'incidence des prix de l'immobilier dans nos principaux marchés.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart de ceux-ci sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Répartition selon l'assurance et la région¹

	À la clôture du trimestre						
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	928	7 %	12 928	93 %	13 856	843	100 %
Ouest canadien ⁴	340	24 %	1 061	76 %	1 401	598	100 %
Ontario	910	11 %	7 541	89 %	8 451	93	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	236	20 %	928	80 %	1 164	197	100 %
Au 31 mars 2019	2 414	10 %	22 458	90 %	24 872	1 731	100 %
Colombie-Britannique	948	7 %	12 986	93 %	13 934	853	100 %
Ouest canadien ⁴	347	25 %	1 060	75 %	1 407	603	100 %
Ontario	925	11 %	7 457	89 %	8 382	91	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	241	21 %	934	79 %	1 175	206	100 %
Au 31 déc. 2018	2 461	10 %	22 437	90 %	24 898	1 753	100 %

¹ La région est établie en fonction de l'adresse de la succursale ayant octroyé le prêt ou la marge.

² Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

³ Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Durée d'amortissement¹

	À la clôture du trimestre				
	Prêts hypothécaires résidentiels				
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans et plus
Au 31 mars 2019	20,011 %	41,654 %	38,316 %	0,015 %	0,004 %
Au 31 déc. 2018	19,996 %	40,510 %	39,469 %	0,021 %	0,004 %

¹ La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	54 %	48 %
Ouest canadien ⁴	65 %	61 %
Ontario	61 %	57 %
Québec et provinces de l'Atlantique	60 %	56 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 mars 2019	59 %	53 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2018	59 %	54 %

¹ Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

² Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

³ Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Rapport de gestion

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre

La banque soumet son portefeuille de prêts de détail à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une

baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêts en souffrance, mais non douteux

Prêts et avances en souffrance, mais non douteux – nombre total de jours écoulés

	À la date de clôture	
	31 mars 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Jusqu'à 29 jours	964	521
De 30 à 59 jours	39	15
De 60 à 89 jours	57	50
Total	1 060	586

Prêt douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients

	À la date de clôture			
	31 mars 2019		31 déc. 2018	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités économiques et commerciales	164	(61)	173	(71)
– extraction minière et exploitation de carrières	39	(10)	42	(13)
– fabrication	20	(10)	18	(10)
– construction	7	(6)	24	(17)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	20	(14)	16	(15)
– transport et entreposage	7	(5)	7	(2)
– édition, audiovisuel et diffusion	17	(4)	16	(4)
– immobilier	13	(3)	7	(2)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	39	(7)	39	(7)
– autres services	1	(1)	1	–
– institutions financières non bancaires	1	(1)	3	(1)
Ménages	69	(15)	70	(16)
Prêts et avances à des banques	–	–	–	–
Total	233	(76)	243	(87)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts de détail.

Le portefeuille de prêts de gros douteux a baissé de 10 M\$ en raison surtout de certaines sorties du bilan et de la réduction de l'exposition aux secteurs de la construction et de l'extraction minière et exploitation de carrières pour le trimestre clos le 31 mars 2019, ce qui a été contrebalancé par une hausse dans plusieurs secteurs, soit surtout ceux du commerce de gros et de détail et de l'immobilier. Par conséquent, la correction de valeur pour PCA a également baissé de 11 M\$ par rapport à celle constatée à la clôture de l'exercice, ce qui est essentiellement imputable à des sorties du bilan partielles pour des clients des secteurs de la construction et de l'extraction minière et exploitation de carrières.

Prêts renégociés

La valeur comptable des prêts renégociés s'établissait à 137 M\$ au 31 mars 2019 (180 M\$ au 31 décembre 2018).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du Rapport et états financiers annuels 2018. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), mais comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

Actifs liquides

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Les actifs liquides se sont améliorés de 2,1 G\$ par rapport à ce qu'ils étaient au 31 décembre 2018, en raison surtout de l'augmentation du financement à court terme.

Actif liquides¹

	À la date de clôture	
	31 mars 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Niveau 1	20 474	18 362
Niveau 2a	4 040	4 009
Niveau 2b	50	61
Total	24 564	22 432

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 31 mars 2019, la banque respectait ces deux exigences.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément à la publication numéro 295 du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), en attendant sa mise en application. Le BSIF appliquera le NSFR à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les seules banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuivra ses travaux pour évaluer les exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. En Europe, l'application du NSFR est prévue pour 2021. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, son LCR moyen, soit 138 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de grande qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de grande qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Passant de 132 % à 138 %, le LCR moyen du trimestre a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent en raison surtout d'un accroissement du financement à court terme et d'une baisse des sorties de trésorerie nettes sur les dépôts.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	31 mars 2019	31 déc. 2018
Total des actifs liquides de grande qualité ² (M\$)	23 972	23 464
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	17 368	17 716
Ratio de liquidité à court terme (%)	138	132

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour les trois mois du trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de grande qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de grande qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Rapport de gestion

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 13,2 M\$, pour la période close le 31 mars 2019 a augmenté de 1,5 M\$ sur un an en raison surtout d'une hausse des taux d'intérêt et du risque lié aux écarts de crédit des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour la même période, la VaR moyenne, soit 13,2 M\$, s'est accrue de 0,6 M\$. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La VaR moyenne des portefeuilles détenus à des fins de transaction a fléchi de 0,2 M\$, pour s'établir à 1,6 M\$, en raison de la diminution du risque de taux d'intérêt qu'a entraînée les activités de négociation.

Total de la VaR

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
À la clôture de la période	13,2	11,7
Moyenne	13,2	12,6
Minimum	10,8	8,5
Maximum	15,7	16,8

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
À la clôture de la période	13,2	12,1
Moyenne	13,2	12,3
Minimum	11,2	8,3
Maximum	15,5	16,7

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)¹

	Notes	Change et	Taux	Capitaux	Écarts de	Diversification	Total ⁴
		marchandises	d'intérêt	propres	crédit	des portefeuilles ²	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à mars 2019							
À la clôture de la période		—	1,5	—	1,0	(0,6)	1,9
Moyenne		—	1,4	—	0,6	(0,4)	1,6
Minimum	3	—	1,1	—	0,3	—	1,3
Maximum	3	—	1,8	—	1,1	—	2,0
De janvier à mars 2018							
À la clôture de la période		—	2,0	—	0,4	(0,3)	2,1
Moyenne		—	1,7	—	0,5	(0,4)	1,8
Minimum	3	—	1,0	—	0,4	—	1,0
Maximum	3	—	3,1	—	0,7	—	3,1

1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.

2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.

3 Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.

4 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.



Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt

(Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque
	M\$	M\$	M\$	M\$
Hausse de 100 points de base	(103)	132	(302)	72
Baisse de 100 points de base	40	(95)	252	(86)

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Ratios du capital réglementaire

Ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	31 mars 2019		31 déc. 2018	
	Notes	%	%	%
Ratios du capital réglementaire réels ¹				
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		11,3		11,3
– ratio du capital de catégorie 1		13,3		13,4
– ratio du capital total		15,9		16,0
– ratio de levier		4,5		4,6
Exigences en matière de capital réglementaire ²				
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0		7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5		8,5
– ratio du capital total minimal		10,5		10,5

¹ Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

² Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques

	Notes	31 mars 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	4 873	4 733
Ajustements réglementaires		(266)	(202)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1		4 607	4 531
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		850	850
Capital de catégorie 1		5 457	5 381
Capital de catégorie 2	2	1 043	1 044
Total du capital		6 500	6 425
Actifs pondérés en fonction des risques utilisés dans le calcul	3		
– des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		40 916	40 142
– du capital de catégorie 1		40 916	40 142
– du total du capital		40 916	40 142

- 1 Comprennent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.
- 3 En janvier 2018, le BSIF a fait part de sa décision d'actualiser le plancher de fonds propres en vigueur pour les institutions qui utilisent une approche avancée à l'égard du risque de crédit et du risque opérationnel. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, le plancher de fonds propres était établi selon l'approche standard aux termes de Bâle II, et son coefficient de rajustement a été intégré sur trois trimestres. Ce coefficient était de 70 % au deuxième trimestre de 2018, puis il a augmenté à 72,5 % au troisième trimestre de 2018 et à 75 % au quatrième trimestre de 2018.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Trimestre clos le			Exercice clos le		
		31 mars 2019			31 déc. 2018		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1	0,28075	498 668	1 225	1,62433	498 668	1 225
Actions privilégiées de catégorie 1	2						
- série G		0,25000	20 000	500	1,00000	20 000	500
- série I		0,28750	14 000	350	1,23250	14 000	350

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

Dividendes déclarés au premier trimestre de 2019

Au cours du premier trimestre de 2019, la banque a déclaré un dernier dividende d'un montant de 140 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice clos le 31 décembre 2018 ainsi que des dividendes trimestriels réguliers de 9 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 pour le premier trimestre de 2019.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2019

Le 1^{er} mai 2019, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2019, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2019 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2019.

Le 1^{er} mai 2019, la banque a également déclaré un premier dividende intermédiaire de 80 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2019. Ces dividendes seront versés au plus tard le 30 juin 2019 à l'actionnaire inscrit le 1^{er} mai 2019.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2019 et le premier dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2019 ont été déclarés après le 31 mars 2019, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	34	6 Dérivés	43
État consolidé du résultat global	35	7 Placements financiers	44
Bilan consolidé	36	8 Autres actifs	44
Tableau consolidé des flux de trésorerie	37	9 Passifs détenus à des fins de transaction	45
État consolidé des variations des capitaux propres	38	10 Titres de créance émis	45
Notes annexes		11 Autres passifs	45
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	39	12 Juste valeur des instruments financiers	46
2 Produits de commissions nets	41	13 Notes afférentes au tableau consolidé des flux de trésorerie	47
3 Rémunération et avantages du personnel	41	14 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	48
4 Analyse sectorielle	42	15 Événement important en 2019	48
5 Actifs détenus à des fins de transaction	43	16 Événements postérieurs à la date de clôture	48

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2019	31 mars 2018
		M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		323	306
– produits d'intérêts		680	540
– charges d'intérêts		(357)	(234)
Produits de commissions nets	2	156	155
– produits de commissions		179	176
– charges de commissions		(23)	(21)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		48	36
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		8	22
Autres produits d'exploitation		10	22
Total du résultat d'exploitation		545	541
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit		12	28
Résultat d'exploitation net		557	569
Rémunération et avantages du personnel	3	(174)	(182)
Charges générales et administratives		(131)	(126)
Amortissement des immobilisations corporelles		(18)	(8)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(5)	(2)
Total des charges d'exploitation		(328)	(318)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		229	251
Charge d'impôt sur le résultat		(62)	(68)
Bénéfice de la période		167	183
Attribuable :			
– à l'actionnaire ordinaire		158	173
– au détenteur d'actions privilégiées		9	10
Bénéfice de la période		167	183
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		498 668	498 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,32 \$	0,35 \$

Les notes annexes figurant aux pages 39 à 48, les sections « Arrangements hors bilan » à la page 18, « Transactions avec des parties liées » à la page 19, « Capital » à la page 31, « Actions en circulation et dividendes » à la page 33 et les informations suivantes présentées dans la section « Risques » figurant aux pages 19 à 31, font partie intégrante des présents états financiers : « Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences en matière de dépréciation d'IFRS 9 », « Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA », « Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières », « Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers », « Total des prêts de gros à l'égard des prêts et avances à des clients, au coût amorti », « Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêt et les garanties financières », « Total des prêts personnels – Prêts et avances à des clients au coût amorti », « Portefeuille de prêts de détail – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêt et les garanties financières », « Prêts en souffrance, mais non douteux », « Prêts et avances douteux à des banques et à des clients », « Prêts renégociés », « Valeur à risque » et « Sensibilité du portefeuille non détenu à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt ».

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Bénéfice de la période	167	183
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	74	(42)
– profits/(pertes) sur la juste valeur	109	(36)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(8)	(22)
– impôt sur le résultat	(27)	16
Couvertures de flux de trésorerie	43	(4)
– profits/(pertes) sur la juste valeur	108	(160)
– (profits)/pertes sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(49)	154
– impôt sur le résultat	(16)	2
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :		
Réévaluation des régimes à prestations définies	(11)	14
– avant l'impôt sur le résultat	(15)	19
– impôt sur le résultat	4	(5)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	(1)
– pertes sur la juste valeur	–	(1)
– impôt sur le résultat	–	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	106	(33)
Résultat global total pour la période	273	150
Attribuable :		
– à l'actionnaire ordinaire	264	140
– au détenteur d'actions privilégiées	9	10
Résultat global total pour la période	273	150

États financiers consolidés (non audité)

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		31 mars 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		57	78
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		11	8
Actifs détenus à des fins de transaction	5	5 956	3 875
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		12	4
Dérivés	6	3 289	4 469
Prêts et avances à des banques		1 011	1 221
Prêts et avances à des clients		55 781	57 123
Prises en pension à des fins autres que de transaction		6 561	5 860
Placements financiers	7	25 355	24 054
Autres actifs	8	3 173	2 200
Paiements anticipés et produits à recevoir		332	234
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 028	3 932
Actifs d'impôt exigible		49	51
Immobilisations corporelles		351	101
Goodwill et immobilisations incorporelles		125	121
Actifs d'impôt différé		73	75
Total de l'actif		108 164	103 406
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 224	1 148
Comptes des clients		59 043	59 812
Mises en pension à des fins autres que de transaction		9 845	8 224
Effets en transit vers d'autres banques		161	252
Passifs détenus à des fins de transaction	9	3 234	2 164
Dérivés	6	3 464	4 565
Titres de créance émis	10	14 499	13 863
Autres passifs	11	3 070	1 891
Acceptations		6 037	3 937
Charges à payer et produits différés		453	574
Passifs au titre des prestations de retraite		270	270
Créances subordonnées		1 039	1 039
Provisions		31	41
Passifs d'impôt exigible		71	43
Total du passif		102 441	97 823
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 225	1 225
Actions privilégiées		850	850
Autres réserves		6	(111)
Résultats non distribués		3 642	3 619
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		5 723	5 583
Total du passif et des capitaux propres		108 164	103 406

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Note	Trimestre clos le	
		31 mars 2019	31 mars 2018
		M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		229	251
Ajustements pour :			
– éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt	13	19	(15)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
– variation des actifs d'exploitation	13	(2 489)	(3 232)
– variation des passifs d'exploitation	13	4 412	3 169
– impôt payé		(35)	(73)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		2 136	100
Achat de placements financiers		(3 637)	(3 847)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers		2 437	3 173
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(18)	(17)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(1 218)	(691)
Rachat d'actions privilégiées		–	(350)
Dividendes versés à l'actionnaire		(140)	(205)
Remboursements de capital sur les contrats de location		(11)	s. o.
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(151)	(555)
(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		767	(1 146)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 333	1 880
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	13	2 100	734
Intérêts			
Intérêts payés		(367)	(241)
Intérêts reçus		582	415

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves						Total des capitaux propres M\$
	Capital- actions ¹ M\$	Résultats non distribués M\$	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves M\$		
			M\$	M\$			
Au 1^{er} janv. 2019	2 075	3 619	(93)	(18)	(111)	5 583	
Bénéfice de la période	—	167	—	—	—	167	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(11)	74	43	117	106	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	74	—	74	74	
– instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	43	43	43	
– réévaluations de l'actif/du passif au titre des prestations définies	—	(11)	—	—	—	(11)	
Résultat global total pour la période	—	156	74	43	117	273	
Apport réputé (note 15)	—	13	—	—	—	13	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(140)	—	—	—	(140)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(9)	—	—	—	(9)	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	3	—	—	—	3	
Au 31 mars 2019	2 075	3 642	(19)	25	6	5 723	

	Autres réserves							Total des capitaux propres M\$
	Capital- actions ¹ M\$	Résultats non distribués M\$	Réserve pour actifs disponibles à la vente à la juste valeur	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves M\$		
			M\$	M\$	M\$			
Au 1 ^{er} janv. 2018	2 075	3 696	(12)	—	(49)	(61)	5 710	
Variations découlant de l'application initiale d'IFRS 9	—	11	12	(12)	—	—	11	
Solde retraité au 1 ^{er} janv. 2018 en vertu d'IFRS 9	2 075	3 707	—	(12)	(49)	(61)	5 721	
Bénéfice de la période	—	183	s. o.	—	—	—	183	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	14	s. o.	(43)	(4)	(47)	(33)	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	s. o.	(42)	—	(42)	(42)	
– instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	s. o.	(1)	—	(1)	(1)	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	s. o.	—	(4)	(4)	(4)	
– réévaluations de l'actif/du passif au titre des prestations définies	—	14	s. o.	—	—	—	14	
Résultat global total pour l'exercice	—	197	s. o.	(43)	(4)	(47)	150	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(200)	s. o.	—	—	—	(200)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(10)	s. o.	—	—	—	(10)	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	2	s. o.	—	—	—	2	
Au 31 mars 2018	2 075	3 696	s. o.	(55)	(53)	(108)	5 663	

¹ Le capital-actions se compose de 1 225 M\$ en actions ordinaires et de 850 M\$ en actions privilégiées.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2018. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Normes adoptées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019

La banque a adopté les dispositions d'IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 ») en date du 1^{er} janvier 2019. Par suite de l'adoption de cette norme, la banque a comptabilisé au bilan un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier correspondant. Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 16, la banque a appliqué la norme selon une approche rétrospective modifiée aux termes de laquelle l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme, le cas échéant, est comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués et les chiffres correspondants ne sont pas retraités. L'adoption d'IFRS 16 par la banque n'a eu aucune répercussion sur les résultats non distribués étant donné que, suivant les dispositions transitoires prévues par IFRS 16, la banque a évalué l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative comptabilisé au moment de la transition. Les répercussions sur l'actif et le passif sont présentées au paragraphe h) ci-après.

c) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2018, lesquels figurent dans le Rapport et états financiers 2018 de la banque, hormis les changements indiqués en b) ci-dessus, qui ont commencé à être appliqués le 1^{er} janvier 2019.

d) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

e) Estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et au jugement concernant des événements futurs. En raison des incertitudes et de la large part de subjectivité inhérentes à la comptabilisation et à l'évaluation des éléments énumérés ci-après, les résultats constatés dans les périodes de présentation de l'information à venir pourraient ne pas correspondre aux hypothèses retenues par la direction pour produire ses estimations. Ainsi, les estimations et jugements pourraient différer considérablement des estimations et jugements retenus par la direction aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. La liste des méthodes comptables de la banque qui, de l'avis de la direction, font appel aux estimations et jugements critiques est présentée ci-après et analysée à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion qui figure dans le Rapport et états financiers 2018 de la banque. La liste rend compte de l'importance relative des éléments auxquels s'appliquent les méthodes et de la grande part de jugement qui est nécessaire ainsi que de l'incertitude relative aux estimations.

- Pertes de crédit attendues
- Comptabilité de couverture
- Évaluation des instruments financiers
- Impôt sur le résultat et actifs d'impôt différé
- Obligations au titre des prestations définies

f) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 31 mars 2019. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2018, qui sont présentés dans son Rapport et états financiers annuels 2018.

g) Principales méthodes comptables

Exception faite de ce qui est indiqué au paragraphe b) ci-devant et des informations supplémentaires fournies au paragraphe i) ci-après, les états financiers consolidés ont été établis au moyen des mêmes méthodes comptables que celles ayant servi à préparer les états financiers consolidés annuels audités de 2018. La banque a adopté IFRS 16 *Contrats de location* en date du 1^{er} janvier 2019. Le paragraphe h) ci-après décrit la méthode comptable que suit la banque pour comptabiliser ses contrats de location aux termes

Notes annexes (non audité)

d'IFRS 16. De plus, les méthodes indiquées au paragraphe h) ont remplacé la méthode précédente servant à comptabiliser les contrats de location qui est énoncée à la note 2 m) du Rapport et états annuels 2018 de la banque, pour la période considérée qui s'est close le 31 mars 2019.

h) Contrats de location

Les ententes qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie sont classées comme étant des contrats de location. À titre de preneur, la banque inscrit un actif au titre du droit d'utilisation dans le poste « Immobilisations corporelles » et le passif correspondant, dans le poste « Autres passifs ». L'actif sera amorti sur la durée du contrat de location et le passif financier sera évalué au coût amorti. La comptabilisation initiale de l'obligation locative se fait en fonction de sa valeur nette actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location est considérée comme étant la période pendant laquelle le contrat de location est non résiliable, à laquelle s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la banque a la certitude raisonnable d'exercer et les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la banque a la certitude raisonnable de ne pas exercer de manière anticipée. Pour déterminer la durée du contrat de location, la banque doit tenir compte de tous les faits et circonstances pertinents faisant qu'elle a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation de manière anticipée. L'actif au titre du droit d'utilisation est comptabilisé initialement au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des avantages incitatifs à la location reçus.

La charge d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation est comprise dans le poste « Amortissement des immobilisations corporelles ». Les intérêts sur l'obligation locative sont compris dans le poste « Charges d'intérêts ». En ce qui a trait à la comptabilisation d'actifs au titre du droit d'utilisation et des passifs correspondants, la banque a appliqué les mesures de simplification prévues par IFRS 16 lui permettant d'exclure les paiements de loyers liés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers associés à ces contrats sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

En ce qui a trait au bailleur, les contrats de location qui transfèrent la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme étant des contrats de location-financement. La banque inscrit la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à recevoir aux termes de contrats de location-financement et la valeur résiduelle lui revenant au poste « Prêts et avances à des banques » ou au poste « Prêts et avances à des clients ». Tous les autres contrats sont classés comme étant des contrats de location simple. La banque présente les actifs faisant l'objet d'un contrat de location simple dans les immobilisations corporelles. Des pertes de valeur sont comptabilisées si les valeurs comptables ne sont pas entièrement recouvrables. Les produits financiers liés à un contrat de location-financement sont inscrits dans le poste « Produits d'intérêts nets » sur la durée du contrat afin de refléter un taux de rendement constant. Les loyers à recevoir aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location et sont inscrits au poste « Autres produits d'exploitation ».

Transition

La banque a calculé la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à l'aide de son taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019. Un taux moyen pondéré de 3,8 % est appliqué. Les actifs au titre du droit d'utilisation ont été comptabilisés au montant de l'obligation locative, ajusté en fonction du montant de tout passif résiduel lié aux avantages incitatifs reçus du bailleur comptabilisé dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2018.

Lors de la transition à IFRS 16, la banque a comptabilisé d'autres actifs au titre du droit d'utilisation, s'élevant dans ce cas-ci à 269 M\$, et d'autres obligations locatives, s'élevant dans ce cas-ci à 274 M\$.

	M\$
Engagements découlant de contrats de location simple au 31 déc. 2018	277
Exemption relative à la comptabilisation :	(109)
- des contrats de location à court terme	(5)
- des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(9)
- des contrats de location dont la date de début se situe après le 1 ^{er} janv. 2019	(95)
Incidence de l'actualisation des engagements découlant de contrats de location simple au 31 déc. 2018 calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal au 1 ^{er} janv. 2019	(14)
Options de prolongation et de résiliation que la banque a la certitude raisonnable d'exercer	120
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janv. 2019	274

Les actifs au titre du droit d'utilisation qui ont été comptabilisés se rapportent à la location d'immeubles servant à abriter nos succursales et nos bureaux.

L'incidence de la dotation aux amortissements et de la charge d'intérêts se rapportant aux actifs au titre du droit d'utilisation et aux obligations locatives est comptabilisée dans l'état du résultat net à compter du 1^{er} janvier 2019. Les chiffres des périodes correspondantes de 2018 n'ont pas été retraités.

Au 31 mars 2019, les actifs au titre du droit d'utilisation se sont élevés à 259 M\$ et les obligations locatives se sont élevées à 265 M\$. La dotation aux amortissements globale que la banque a comptabilisée pour le premier trimestre de 2019 comprend une tranche de 10 M\$ qui se rapporte aux actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'intérêts sur les obligations locatives s'est élevée à 2 M\$.

La banque a choisi de se prévaloir de la disposition d'IFRS 16 selon laquelle elle n'est pas tenue de réapprécier si un contrat constitue ou comprend un contrat de location à la date d'application initiale d'IFRS 16. Au lieu de procéder à une réappréciation, la banque a appliqué IFRS 16 uniquement aux contrats qu'elle avait antérieurement identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 7 *Contrats de location* et d'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*. De plus, la banque a appliqué les mesures de simplification suivantes prévues par la norme, à savoir :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation des contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant le 1^{er} janvier 2019 comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme et la comptabilisation des paiements de loyers comme s'il s'agissait d'une charge comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée restante du contrat de location.

i) Regroupements d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun

Les regroupements d'entreprises entre la banque et d'autres entités sous contrôle commun de HSBC Holdings plc sont comptabilisés selon les méthodes de l'entité préexistante. Les actifs et les passifs sont transférés à leur valeur comptable actuelle et l'écart entre la valeur comptable des actifs nets transférés et la contrepartie reçue est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le								
	31 mars 2019				31 mars 2018				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	10	2	3	15	11	1	4	16	
Produits de courtage	—	—	2	2	—	(2)	3	1	
Cartes	5	—	10	15	4	—	9	13	
Facilités de crédit	57	14	—	71	50	17	—	67	
Fonds sous gestion	—	—	45	45	—	—	47	47	
Importations/exportations	3	—	—	3	2	—	—	2	
Commissions d'agence d'assurance	—	—	1	1	—	—	2	2	
Autres	6	4	2	12	6	6	1	13	
Services de paiement	5	2	1	8	5	2	1	8	
Prise ferme	—	7	—	7	—	7	—	7	
Produits de commissions	86	29	64	179	78	31	67	176	
Moins les charges de commissions	(3)	(3)	(17)	(23)	(4)	(2)	(15)	(21)	
Produits de commissions nets	83	26	47	156	74	29	52	155	

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	6	8
– régimes de retraite	4	5
– régimes autres que de retraite	2	3
Régimes de retraite à cotisations définies	10	10
Total	16	18

4 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité : trois secteurs d'activité mondiaux et un centre général. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de formules appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les montants affectés au centre général.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le				
	31 mars 2019				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	151	24	126	22	323
Produits de commissions nets	83	26	47	—	156
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	30	8	1	48
Autres produits	1	—	3	14	18
Total du résultat d'exploitation	244	80	184	37	545
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	14	(1)	(1)	—	12
Résultat d'exploitation net	258	79	183	37	557
– externe	274	78	168	37	557
– intersectoriel	(16)	1	15	—	—
Total des charges d'exploitation	(101)	(40)	(176)	(11)	(328)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	157	39	7	26	229

	31 mars 2018				
Produits d'intérêts nets	139	23	114	30	306
Produits de commissions nets	74	29	52	—	155
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	20	7	—	36
Autres produits	4	—	2	38	44
Total du résultat d'exploitation	226	72	175	68	541
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	34	3	(9)	—	28
Résultat d'exploitation net	260	75	166	68	569
– externe	259	71	165	74	569
– intersectoriel	1	4	1	(6)	—
Total des charges d'exploitation	(103)	(38)	(163)	(14)	(318)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	157	37	3	54	251

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Centre général M\$	Total M\$
Au 31 mars 2019					
Montant net des prêts et avances à des clients	23 589	4 083	28 109	—	55 781
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 380	1 634	14	—	6 028
Total de l'actif externe	28 115	21 033	34 875	24 141	108 164
Comptes des clients	19 453	5 022	31 655	2 913	59 043
Acceptations	4 401	1 636	—	—	6 037
Total du passif externe	25 023	19 659	33 791	23 968	102 441
Au 31 déc. 2018					
Montant net des prêts et avances à des clients	24 768	4 232	28 123	—	57 123
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 418	1 500	14	—	3 932
Total de l'actif externe	26 910	19 524	33 672	23 300	103 406
Comptes des clients	20 614	6 156	30 411	2 631	59 812
Acceptations	2 394	1 543	—	—	3 937
Total du passif externe	23 830	18 158	32 593	23 242	97 823

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		31 mars 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Titres de créance		5 953	3 875
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	5 167	3 034
– autres titres de créance		348	451
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		438	390
Titres de capitaux propres		3	—
À la clôture de la période		5 956	3 875
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 237	1 764
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		3 719	2 111
À la clôture de la période		5 956	3 875

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du Rapport et états financiers annuels 2018 de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	134 578	1 756	1 365	26	1 391	1 332	107	1 439
Contrats sur taux d'intérêt	342 184	23 090	1 785	110	1 895	1 706	316	2 022
Contrats sur marchandises	52	—	3	—	3	3	—	3
Au 31 mars 2019	476 814	24 846	3 153	136	3 289	3 041	423	3 464
Contrats de change	136 521	1 757	2 566	12	2 578	2 535	144	2 679
Contrats sur taux d'intérêt	316 992	21 205	1 758	125	1 883	1 704	174	1 878
Contrats sur marchandises	55	—	8	—	8	8	—	8
Au 31 déc. 2018	453 568	22 962	4 332	137	4 469	4 247	318	4 565

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2019			31 déc. 2018		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	15 226	49	277	14 241	90	112
Total	15 226	49	277	14 241	90	112

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2019			31 déc. 2018		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	1 757	26	107	1 757	12	144
Risque de taux d'intérêt	7 863	61	39	6 964	35	62
Total	9 620	87	146	8 721	47	206

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		31 mars 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Titres de créance		25 338	24 033
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	17 292	17 545
– obligations de gouvernements étrangers	1	3 031	2 800
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		3 364	3 399
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		1 651	289
Titres de capitaux propres		17	21
À la clôture de la période		25 355	24 054
Placements financiers		25 355	24 054
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		21 091	20 409
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		4 264	3 645

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	31 mars 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	831	434
Participations dans des entreprises associées	–	2
Sommes à recevoir des clients, des courtiers et des chambres de compensation	64	98
Comptes de règlement	1 369	464
Garantie en trésorerie	895	1 195
Autres	14	7
À la clôture de la période	3 173	2 200

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	31 mars 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	3 234	2 164
À la clôture de la période	3 234	2 164

10 Titres de créance émis

	Au	
	31 mars 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	12 203	12 196
Obligations sécurisées	998	1 018
Instruments du marché monétaire	1 298	649
À la clôture de la période	14 499	13 863

Durée résiduelle

	Au	
	31 mars 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Moins de un an	4 647	2 749
De 1 an à 5 ans	9 713	10 795
de 5 à 10 ans	139	319
À la clôture de la période	14 499	13 863

11 Autres passifs

	Note	Au	
		31 mars 2019	31 déc. 2018
		M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours		1 558	1 572
Obligations locatives		265	s. o.
Créditeurs		527	60
Comptes de règlement		282	33
Titres de créance	1	334	—
Garantie en trésorerie		16	159
Autres		75	50
Passif au titre des paiements fondés sur des actions		13	17
À la clôture de la période		3 070	1 891

¹ Au premier trimestre, la banque a conclu une convention d'emprunt avec le Groupe HSBC, laquelle constitue une transaction entre parties liées. Il y a lieu de se reporter à la note 30 pour des renseignements supplémentaires sur les transactions entre parties liées dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 31 mars 2019 sont les mêmes que ceux appliqués dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 31 mars 2019				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	5 868	88	—	5 956
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	12	—	12
Dérivés	—	3 284	5	3 289
Placements financiers	24 485	870	—	25 355
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 222	12	—	3 234
Dérivés	—	3 459	5	3 464
Au 31 déc. 2018				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 719	156	—	3 875
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	4	—	4
Dérivés	—	4 464	5	4 469
Placements financiers	23 726	328	—	24 054
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 152	12	—	2 164
Dérivés	—	4 560	5	4 565

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
Au 31 mars 2019			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	11	33	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	4	276	1

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de l'observabilité des données d'entrée et de la transparence des prix.

Variation des instruments financiers de niveau 3

	Actifs		Passifs	
	Dérivés M\$	Détenus à des fins de transaction M\$	Dérivés M\$	Détenus à des fins de transaction M\$
Au 1 ^{er} janv. 2019	5	—	—	5
Total des pertes comptabilisées dans le résultat net	(2)	—	—	(2)
Achats	2	—	—	2
Règlements	—	—	—	—
Transferts sortants	—	—	—	—
Au 31 mars 2019	5	—	—	5
Pertes latentes comptabilisées en résultat net et liées aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	(2)	—	—	(2)
Au 1 ^{er} janv. 2018	1	1	1	1
Total des pertes comptabilisés dans le résultat net	—	—	—	—
Règlements	—	(1)	—	—
Transferts entrants	3	—	—	3
Au 31 mars 2018	4	—	—	4
Pertes latentes comptabilisés en résultat net et liés aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	—	—	—	—

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 110 et 111 du Rapport et états financiers annuels 2018.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au 31 mars 2019		Au 31 déc. 2018	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	55 781	55 593	57 123	56 891
Passif					
Comptes des clients		59 043	59 402	59 812	60 119
Titres de créances émis		14 499	14 616	13 863	13 829
Créances subordonnées		1 039	1 046	1 039	1 016

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 51 980 M\$ et juste valeur de 51 804 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Notes afférentes au tableau consolidé des flux de trésorerie

Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019 M\$	31 mars 2018 M\$
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	23	10
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	4	1
Variation des pertes de crédit attendues	(12)	(28)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	4	2
Total	19	(15)

Notes annexes (non audité)

Variation des actifs d'exploitation

	Trimestre clos le	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(98)	(71)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(430)	(1 578)
Variation des prêts et avances à des banques	—	(59)
Variation des prêts et avances à des clients	1 354	(410)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(240)	482
Variation des autres actifs	(3 075)	(1 596)
Total	(2 489)	(3 232)

Variation des passifs d'exploitation

Variation des charges à payer et des produits différés	(121)	(110)
Variation des dépôts effectués par des banques	76	(498)
Variation des comptes des clients	(769)	(1 232)
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	1 621	4 217
Variation des titres de créance émis	636	(207)
Variation des autres passifs	2 969	999
Total	4 412	3 169

Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au	
	31 mars 2019	31 mars 2018
	M\$	M\$
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	57	69
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques, montant net	(150)	(226)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 011	550
Prises en pension auprès de banques – un mois ou moins	688	248
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins	494	93
Total	2 100	734

14 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

15 Événement important en 2019

Le 1^{er} janvier 2019, la banque a transféré certains services partagés à HSBC Global Services (Canada) Limited (« ServCo »), afin de répondre aux exigences mondiales en matière de recouvrement et de résolution qui assurent la continuité des principaux services partagés et qui facilitent les mesures de recouvrement. Le transfert de personnel, de systèmes et d'autres actifs connexes n'a pas d'incidence significative sur l'ensemble des résultats financiers, la situation financière ni les activités de la banque.

La mise en place de ServCo n'avait pas pour but de bénéficier d'avantages économiques résultant des modifications apportées aux activités, mais correspond plutôt à un réarrangement de l'organisation des activités au sein des entités juridiques qui sont soumises au contrôle commun de HSBC Holdings plc qui agit en sa qualité d'actionnaire ultime afin d'être en conformité à la réglementation pertinente.

La contrepartie reçue dans le cadre de la transaction correspond à un placement de 4 M\$ évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

La différence entre l'actif net retiré et la contrepartie reçue est comptabilisée dans les capitaux propres à titre d'apport réputé de 13 M\$ de l'actionnaire ultime.

16 Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a eu aucun événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 mars 2019.

Le 1^{er} mai 2019, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télééc. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
416-868-8282
Français :
416-868-8282

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs -
Service des finances
4^e étage
2910, Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Désignation de dividendes déterminés :

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), et de toute loi provinciale similaire, la Banque HSBC Canada confirme que tous les dividendes versés à des résidents canadiens en 2006 et au cours des années subséquentes sont déterminés, sauf indication contraire.

Autres ressources HSBC

HSBC Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca